

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

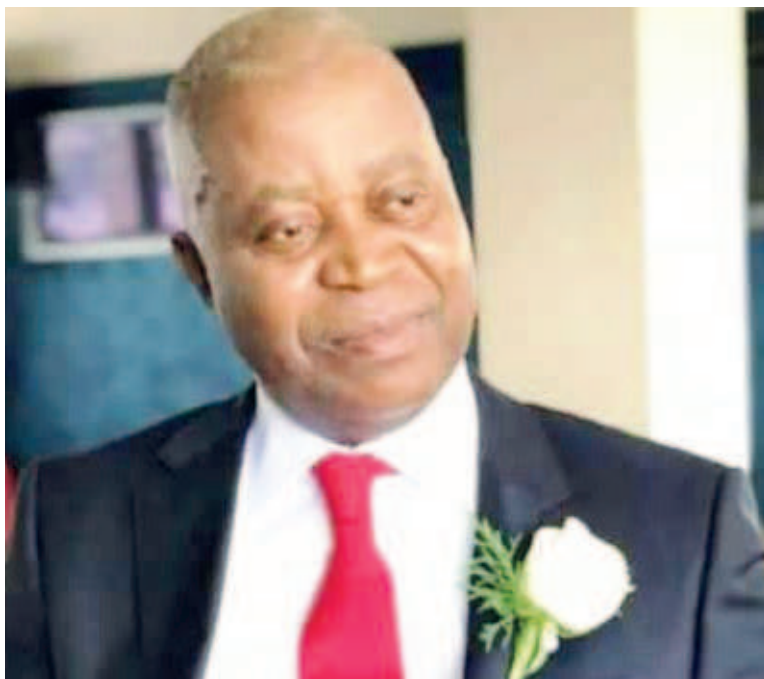
N° 3962 - JEUDI 25 MARS 2021

VIE DES PARTIS

Fayulu et Muzito accusés de violation répétée de la charte de Lamuka

La cellule politique de cette plateforme, composée essentiellement des proches de Jean-Pierre Bemba et de Moïse Katumbi, reproche à ces deux leaders membres du présidium leurs dernières critiques qu'elle qualifie « d'initiatives individuelles » sur la position des confessions religieuses en rapport avec le dépôt des candidatures au bureau de la Ceni. Cette prise de position, à en croire la cellule, n'engagerait pas toute la direction de la plateforme. Tout en qualifiant leur démarche de « violation répétée de la convention de Lamuka », cette structure leur rappelle néanmoins « le respect des principes démocratiques essentiellement fondés sur le respect des textes ».

Page 2



Adolohe Muzito



Martin Fayulu

SANTÉ

Dr Matshidiso : « La covid-19 accentue les difficultés d'accès aux services de lutte contre la tuberculose »



Un centre spécialisé dans le traitement de la tuberculose à Kinshasa

Dans son message prononcé le 24 mars à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose placée sur le thème « L'horloge

tourne », la directrice régionale de l'OMS/Afrique, Dr Matshidiso Moeti, a indiqué que la survenue de la pandémie de covid-19 est sans conséquence sur la prise en charge de la tuberculose. La pandémie de la maladie de coronavirus, a-t-elle déclaré, a accentué les difficultés d'accès aux services de lutte contre la tuberculose. Dans certains pays, le personnel recruté au titre de la lutte contre la tuberculose et le matériel de dépistage de cette maladie ont été réaffectés à la lutte contre la covid-19.

Page 3

EBOLA

Le compte à rebours pour la fin de l'épidémie a commencé

Les six malades internés dans les centres de traitement à Butembo ont été déclarés guéris par le chef de la division provinciale au Nord-Kivu. Avec ce constat, le compte à rebours vient d'être lancé pour la déclaration officielle de la fin de l'épidémie d'Ebola déclarée depuis le 6 février à Butembo au Nord-Kivu.

Trois semaines sont passées sans qu'un nouveau cas soit enregistré, à en croire le Dr Janvier Kubuya pour qui l'épidémie est sur le point d'être éradiquée. En attendant, il a appelé les habitants à ne pas vite crier victoire, mais à continuer de veiller au respect des règles d'hygiène.

Page 4



L'épidémie d'Ebola en passe d'être éradiquée définitivement en RDC

HABITAT

Bald Industries AG prête à construire près de mille maisons par an à Kinshasa



Le centre des affaires à Kinshasa

Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, s'est entretenu, le 23 mars, avec une délégation de la société Bald Industries AG, qui est un consortium d'entreprises allemandes, conduite par son manager, Guydo Bald. Cette entrevue a tourné autour de la mise en œuvre du projet de construc-

tion des logements sociaux dans la ville-province de Kinshasa. Il s'agit là d'un projet important qui va mettre à la disposition des Kinois mille maisons par année et de façon durable. Ceci, pour permettre même au Kinois le plus démuné de s'offrir une maison répondant aux normes en la matière.

Page 3

VIE DES PARTIS

Fayulu et Muzito accusés de violation répétée de la charte de Lamuka

La cellule politique de cette plate-forme, composée essentiellement des proches de Jean-Pierre Bemba et de Moïse Katumbi, reproche à ces deux leaders membres du présidium du regroupement politique leurs dernières critiques, « initiatives individuelles », sur la position des confessions religieuses en rapport avec le dépôt des candidatures au bureau de la Céni, qui n’engageraient pas toute la direction de la plate-forme.

Dans une réaction du 23 mars 2021 signée par Christian Mwando, Jacques Lungwana, Eve Bazaiba et Boris Mbuku, la cellule politique de la coalition Lamuka tance deux leaders de cette plate-forme politique, Martin Fayulu et Adolphe Muzito. Cette structure reproche, en effet, à ces deux leaders leur communiqué sur la démarche des confessions religieuses en rapport avec la mise en place des dirigeants de la centrale électorale, qui n’engagerait pas la coalition Lamuka.

Dans ce communiqué de presse, la cellule politique de Lamuka affirme avoir suivi, une fois de plus, par voie de presse, « les initiatives individuelles de deux membres du présidium », Martin Fayulu et Adolphe Muzito. Notant ce qu’elle qualifie de « leur activisme dans la violation répétée de la convention de Lamuka », cette cellule affirme, néanmoins, leur rappeler « le respect des principes démocratiques essentiellement fondés sur le respect des textes ». En maintenant notre position



Martin Fayulu et Adolphe MuzitoDR

sur la mise en place des animateurs de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), qui devra être précédée par les réformes essentielles de notre système électoral, écrit la cellule politique de Lamuka dans ce document, nous informons l’opinion que le dernier communiqué en date de deux membres du présidium de Lamuka sur les confessions religieuses comme tous autres actes posés par les deux en usurpation de qua-

lité, n’engagent pas le présidium de Lamuka.

Attaques gratuites contre les confessions religieuses

Pour cette cellule, dans sa ligne de conduite, Lamuka ne pouvait s’en prendre gratuitement aux confessions religieuses. La structure relève, par conséquent, le rôle déterminant joué par les mêmes confessions religieuses dans le combat pour le respect de la démocra-

tie en RDC et le rejet d’un troisième mandat illégitime et illégal. « Nous rappelons aux deux membres du présidium le contenu de notre communiqué du 28 février 2021 et particulièrement la reprise automatique de la coordination de Lamuka par M. Moïse Katumbi à partir du 10 avril 2021 », indiquent les quatre proches de Moïse Katumbi et de Jean-Pierre Bemba, signataires de ce document. Il est rappelé que Martin

Fayulu et Adolphe Muzito, qui se considèrent comme les deux seuls membres du présidium de Lamuka, depuis l’adhésion de Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi à l’Union sacrée appelée par Félix Tshisekedi, ont émis un communiqué dans lequel ils ont qualifié la démarche des confessions religieuses sur le dépôt des candidatures au bureau de la Céni de « cavalière » et non constructive pour le pays.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)
PAO
Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SANTÉ

Dr Matshidiso“La covid-19 accentue les difficultés d'accès aux services de lutte contre la tuberculose”

Dans son message prononcé le 24 mars à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose placée sur le thème "l'horloge tourne", la directrice régionale de l'OMS Afrique, Dr Matshidiso Moeti, a souligné que la survenue de la pandémie de covid -19 est sans conséquence sur la prise en charge de la tuberculose.

La pandémie de la maladie de coronavirus, a-t-elle déclaré, a accentué les difficultés d'accès aux services de lutte contre la tuberculose. Par exemple, en Afrique du Sud, a-t-elle renchéri, le nombre de nouveaux cas de tuberculose notifiés chaque mois a diminué de plus de 50 % entre mars et juin 2020. Dans certains pays, le personnel recruté au titre de la lutte contre la tuberculose et le matériel de dépistage de cette maladie ont été réaffectés à la lutte contre la covid-19. Parallèlement, a-t-elle poursuivi dans son message, certaines mesures d'atténuation ont été introduites, à l'exemple de la décision de limiter le nombre de visites des patients tuberculeux dans les établissements de

santé en fournissant à ces patients l'équivalent d'un mois de médicaments antituberculeux et en utilisant des messages vidéo pour poursuivre le traitement sous observation directe. Dr Moeti a, par ailleurs, souligné qu'il se pose également "le problème croissant de la tuberculose pharmacorésistante qui, selon des estimations, touche soixante dix-sept mille Africains chaque année. Seule une sur trois de ces personnes est diagnostiquée et près de vingt mille patients sont sous traitement." A en croire Dr Moeti, une action collective intersectorielle s'est avérée primordiale pour relever les défis et accélérer les progrès vers l'éradication de la tuberculose à l'horizon 2030. Les dé-

terminants de la santé, tels que la pauvreté, la dénutrition, la pollution intérieure, le tabagisme et les comorbidités comme le VIH restent les catalyseurs de l'épidémie de tuberculose dans la région africaine. Dans le souci de changer la tendance sur le terrain, l'OMS a élaboré le cadre multisectoriel de responsabilisation et apporte son appui à tous les pays pour qu'ils puissent actualiser leurs politiques de lutte antituberculeuse et appliquer les lignes directrices de l'Organisation. "Nous collaborons avec les pays aussi bien pour suivre les programmes en temps réel que pour mettre à nu les difficultés et formuler des recommandations sur les stratégies susceptibles de pallier ces difficultés.", a-t-elle déclaré,

tout en exhortant les gouvernements et partenaires à résorber le déficit financier qui entrave la riposte à la tuberculose en Afrique pour que la région puisse atteindre les cibles des Objectifs de développement durable liés à cette maladie, dans l'intérêt des populations africaines.

Des avancées

La directrice régionale de l'OMS Afrique a reconnu que, dans la lutte contre la tuberculose, des avancées ont été réalisées dans certains pays. Entre 2015 et 2019, a-t-elle expliqué, le Kenya, le Mozambique, la Tanzanie et la Sierra Leone ont réduit de plus de 30 % la mortalité liée à la tuberculose. L'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Kenya, la Namibie et la Tanzanie ont diminué de 20 % le nombre

de nouveaux cas d'infection par la tuberculose. A côté de ces progrès, Dr Mathidiso a laissé entendre que les difficultés en matière de lutte contre la tuberculose sont importantes à travers la région. "Seulement 56 % des personnes atteintes de tuberculose sont sous traitement et les budgets affectés à la lutte antituberculeuse restent très largement sous-financés", a-t-elle affirmé. En outre, elle a précisé que les gouvernements de la région africaine financent en moyenne 24 % de ces budgets, contre un apport de 34 % pour les organisations internationales comme le Fonds mondial qui laisse un déficit de financement de 42 %.

Blandine Lusimana

KINSHASA

Construction des logements sociaux

La société Bald Industries AG se dit prête à construire près de mille maisons par an dans la capitale congolaise.

Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngonila Mbaka, s'est entretenu, le 23 mars, avec une délégation de la société Bald Industries AG, qui est un consortium d'entreprises allemandes, conduite par son manager Guydo Bald. Cette entrevue a tourné autour de la mise en œuvre du projet de construction des logements sociaux dans la ville-province de Kinshasa. Au sortir de cette audience accordée à sa délégation par le maire de la ville, Guido Bald a précisé que cette visite au numéro un de la capitale congolaise intervient après celle rendue au chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, porteur du projet. Le manager de la société Bald Industries AG a également indiqué qu'il a dit au patron de la ville de Kinshasa que sa structure a déjà visité les deux sites choisis afin d'y réaliser très prochainement les études de faisabilité. Pour des raisons stratégiques, ces sites n'ont pas été dévoilés. Toutefois, Guydo Bald a



Le gouverneur Ngobila et la délégation de la société Bald Industries AG

affirmé qu'il s'agit là d'un projet important qui va mettre à la disposition des Kinois mille maisons par an et de façon durable. Ceci pour permettre même au Kinois le plus démuné de s'offrir une maison répondant aux normes en la matière. Ce qui constitue une aubaine pour la ville de Kinshasa, en proie à une vé-

ritable problématique en matière de logement. Le consortium Bald Industries AG, note-t-on, spécialisé non seulement dans la construction des logements sociaux mais aussi dans l'agriculture va déployer toute son expertise et profiter sur place à Kinshasa des matériaux de construction devant servir

pour la réalisation de ce projet. La société a aussi annoncé l'arrivée, dans la ville de Kinshasa, d'un de ses grands partenaires, Bruno Koziolkiewicz, pour booster la mise en œuvre de ce projet salubre.

Recommandation du président de la République

Le coordonnateur de ce pro-

jet, Emmanly Mputu, a rappelé que ce dit projet est né sur recommandation du président de la République, qui a découvert ce consortium lors de son voyage en 2018. A l'en croire, le chef de l'exécutif provincial de Kinshasa s'y est aussi allé pour se rendre compte de visu du travail réalisé par ce consortium. « A présent, c'est l'étape de la concrétisation que le patron de la ville ainsi que de nombreux Kinois attendent de pied ferme », a-t-il fait savoir. Selon lui, apprenant des erreurs du passé, ce projet va s'adresser aux Kinois les plus vulnérables car il s'inscrit dans la durée. Il est noté que le ministre provincial de l'Intérieur, Sam Lena Sampie, du directeur de cabinet adjoint du gouverneur de la ville, Bienvenu Ebengo, et du coordonnateur de la Cellule de suivi de projet et d'investissement de la ville de Kinshasa, Emmanly Mputu.

Lucien Dianzenza

PURGE AU SEIN DE L'ARMÉE

Le MISS-RDC précise ses recommandations

Ce mouvement qui s'appuie, dans cette insistance, sur la récente arrestation des officiers de l'armée trafiquants d'armes dans les provinces de l'Est du pays, principalement à Beni, attend du commandant suprême de l'armée, le chef de l'Etat, d'écarter de la chaîne du commandement de l'armée, tous ces officiers liés d'une manière ou d'une autre à l'insécurité décriée.

Insistant sur la nécessité d'une purge au sein des Forces armées de la République démocratiques du Congo (FARDC), le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en RDC (MISS/RDC) pense que cette action attendue du chef de l'Etat, comme commandant suprême de l'armée, de la police nationale et des services de sécurité, est parmi les nécessités pour ramener la paix dans l'Est du pays ainsi que dans toutes les provinces affectées par les guerres et conflits armés à répétition. Motivant son insistance par l'arrestation, il y a peu, des officiers de l'armée trafiquants d'armes dans les provinces de l'Est du pays, principalement à Beni, qui est le théâtre de massacres et de tueries des populations civiles, le MISS/RDC précise ses recommandations. Ce mouvement dit, dans sa réaction du 22 mars 2021, attendre de la hiérarchie de l'armer notamment le changement de la chaîne de commandement, du sommet

à la base ainsi que la suspension des officiers sous sanctions nationales et internationales. Ce mouvement citoyen recommande également l'affectation au front, des militaires non originaires ainsi que la sanction des officiers affairistes. Dans son plaidoyer, le MISS/RDC pense que la purge au sein de l'armée permettra notamment le démantèlement des différents réseaux qui sèment l'insécurité dans la partie Est de la RDC. A l'en croire, la mise en application de ces différentes recommandations conduiront à mettre fin à cette insécurité qui sévit dans ces provinces de l'Est depuis près de deux décennies déjà. A côté de cette purge au sein de l'armée, ce mouvement appelle également Félix Antoine Tshisekedi à réaliser ses promesses de campagne dont la mise en place d'un Etat-major avancé de l'armée dans cette partie du pays.

Lucien Dianzenza



EBOLA

Le compte à rebours pour la fin de l'épidémie a commencé

Tous les six malades internés dans les centres de traitement à Butembo ont été déclarés guéris par le chef de la division provinciale au Nord-Kivu, Dr Janvier Kubuya.

Avec cette déclaration, le compte à rebours vient d'être lancé pour la déclaration de la fin de l'épidémie de la maladie à virus d'Ebola déclarée depuis le 6 février dans la ville de Butembo au Nord-Kivu. D'après le Dr Janvier Kubuya qui a tenu dernièrement une conférence de presse à Butembo pour annoncer cette bonne nouvelle, trois semaines sont passées sans qu'un nouveau cas soit enregistré. Ce qui montre que l'épidémie est sur le point d'être éradiquée. Le Dr Janvier Kubuya a, en même temps, affirmé que la sortie de six malades guéris des Centres de traitement d'Ebola de Katwa et de Masoya en territoire de Lubero est désormais imminente. « Jusqu'à ce matin, en tout cas, nous allons dire que tous les malades enregistrés depuis le début sont guéris. Même si le dernier reste encore en salle. Aux centres de traitement, ils doivent être déchargés. Tous les malades qui restaient sont vraiment guéris. Et d'ici quelques heures, nous pourrons vous associer à la cérémonie de leur sortie officielle des centres de traitement », a-t-il déclaré. En outre, le chef de la division provinciale de la Santé au Nord-Kivu

a fait savoir que les zones de santé touchées ont totalisé trois semaines sans nouveaux cas d'Ebola. Il a affirmé que quarante-deux jours sont à compter pour déclarer la fin de l'épidémie d'Ebola dans la région. Appel au respect strict des mesures d'hygiène En attendant, le Dr Janvier Kubuya a appelé les habitants à ne pas vite « crier victoire » mais à continuer de veiller au respect des règles d'hygiènes. « Ça fait déjà trois semaines que nous n'avons pas notifié de nouveaux cas. Et du coup pour nous, nous commençons déjà à compter le nombre des jours qui nous restent pour que tant soit peu, nous puissions déclarer la fin de l'épidémie à laquelle nous sommes en train de répondre depuis le 6 février 2021. Et c'est une période de quarante-deux jours », a-t-il renchéri. Il s'agit de rappeler que le cumul des cas est de douze. Il s'agit de onze cas confirmés et d'un cas probable. Depuis la résurgence de l'épidémie au Nord-Kivu, en début février 2021, il y a déjà eu six morts. Six autres cas sont déjà déclarés guéris d'Ebola.

Blandine Lusimana

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces

Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)

Samedi (9h-13h)

INTERVIEW

Tony Bolamba : « *Le pays a beaucoup des priorités dont les réformes électorales* ».

C'est un regard d'analyste que Tony Bolamba porte sur la situation sociopolitique de son pays dans l'entretien qu'il a récemment accordé au Courrier de Kinshasa. Aucun sujet d'actualité n'a échappé à l'ex-gouverneur de l'Equateur qui, dans un franc-parler manifeste, a livré le fond de sa pensée sur la conduite des affaires de l'Etat tout en assumant ses opinions et convictions. De la pandémie du coronavirus aux tergiversations qui entourent la publication du gouvernement en passant par l'insécurité à l'Est, les réformes électorales, la mandature africaine de Félix Tshisekedi, etc., tout était passé au crible dans cette entrevue qui reflète la personnalité de l'initiateur du Mouvement pour le Congo (Moco).

Courrier de Kinshasa : La République démocratique du Congo vient, à la suite de plusieurs Etats du monde, de surseoir l'administration du vaccin AstraZeneca. Pensez-vous que cette décision soit salubre pour préserver la santé de la population congolaise ?
Tony Bolamba :
Tout gouvernement a le droit de protéger la santé de ses concitoyens.

C.K : Et quel est votre avis sur l'approche utilisée par les pouvoirs publics dans la lutte contre le coronavirus ?
T.B :
J'avais déjà fait des propositions claires. Cette pandémie n'a pas que des conséquences sanitaires, ça impacte négativement aussi sur notre économie. Même les pays économiquement forts sont touchés par une crise économique sans précédente, la croissance mondiale en berne... Il faut de l'abnégation...

C.K : Jusqu'à ce jour, la RDC est toujours sans gouvernement. La gestion des ambitions serait, d'après des indiscretions, la principale source du blocage. Comment contourner la difficulté ?
T.B :
Cela dépend de la vision que chacun a pour servir la République. J'ai toujours dit que l'on pouvait servir la République à tout niveau, c'est le sens citoyen. J'ai déjà été élu gouverneur pour servir la République, si demain la République me demandait de la servir ailleurs comme Bourgmestre, Chef du Quartier, Ambassadeur, Dirigeant d'une entreprise de l'Etat congolais, me rattacher au service du président de la République ou d'une autre institution, je servirais la République ! C'est le sens républicain d'une mission d'un citoyen engagé pour servir !



Tony Bolamba

C.K : Pensez-vous que le poids politique évoqué par certaines formations politiques à l'instar de l'AFDC-A pour justifier leur présence au gouvernement soit un critère qui compte ?
T.B :
J'avais entendu que dans la composition du gouvernement, pour la répartition des ministères, il fallait avoir huit députés pour un ministère, l'AFDC-A en a quarante et un, faites vous-même le calcul !

C.K : Le gouvernement Sama Lukonde devrait avoir quelle configuration avec quel type de profil des ministres ? Et quelles devraient être ses priorités ?
T.B :

Je suggère que ceux qui sont impliqués dans les crimes économiques et de sang n'en fassent pas partie. Avant d'être politique, je suis d'abord un fervent partisan des libertés des droits de l'Homme. J'ai un regard particulier sur cette situation et avec notre Association, le Mouvement pour le Congo, nous travaillons sur une liste à remettre au Premier ministre sur certaines situations de l'Equateur... Et quant aux priorités de ce gouvernement, je recommanderais vivement que ça soit un gouvernement d'abnégation, des guerriers pour paraphraser le Président de la République, un gouvernement avec un train de vie modeste, totalement à la baisse pour permettre au pays de faire des économies et financer des projets prioritaires à impact social direct pour nos populations, baisser les rémunérations des membres du gouvernement et créer un fond de solidarité spécial pour augmenter les primes de nos hommes qui sont au front à l'Est afin de les motiver et renforcer ainsi la

sécurité et rassurer les investisseurs qui sont au pays et ceux qui souhaiteraient venir chez nous afin de stabiliser les emplois et en créer de nouveaux. Le gouvernement doit également se battre pour la levée de l'embargo sur les armes infligé à notre pays afin de lui permettre de mieux s'équiper et défendre nos populations.

C.K : Une certaine opinion pense que la session parlementaire de mars devrait plus se focaliser sur les réformes électorales. Est-ce aussi votre avis ?
T.B :
Le pays a beaucoup des priorités dont les réformes électorales !

C.K : Il est fait état notamment d'une possible suppression du seuil électoral et de l'abandon de la proportionnelle au profit d'un scrutin majoritaire simple. Votre avis à ce sujet.
T.B :

L'organisation des dernières élections a démontré ses limites. Je suis totalement contre l'élection du président de la République par suffrage indirect car nous devons donner une légitimité juste au chef de l'Etat qui sera élu. Je suggérerais d'ailleurs que toutes les élections soient couplées les mêmes jours afin de connaître qui sera élu comme président de la République, gouverneur, sénateur, député national et provincial ainsi que conseiller communal, bourgmestre et maire. Je recommanderais vivement qu'aucun candidat ne devait avoir pour suppléant un membre de sa famille biologique directe afin de nous éviter le spectacle désolant auquel nous avons assisté aux élections passées où le père est député national ou sénateur, son fils, sa

filles suppléante ou son épouse suppléante, un népotisme à outrance et honteux pour la République.

C.K : Que pensez-vous du recensement, ou mieux de l'identification de la population que certains présentent comme des préalables majeurs à l'organisation des élections en 2023 ?
T.B :

Il est important que nous puissions avoir le recensement ou l'identification des populations afin de pouvoir connaître le nombre des populations de sorte à permettre l'établissement des cartes d'identité. A ce jour, notre pays reste le seul au monde où le peuple n'a pas de carte d'identité. Avec les outils modernes, recenser les populations en RDC prendra approximativement douze mois si nous mettons en place un mécanisme pour chaque province, territoire et secteur !

C.K : Sur un autre registre, que vous inspire le nouvel statut de Félix-Antoine Tshisekedi en tant que président en exercice de l'Union africaine. Que lui conseilleriez-vous pour mener à bien sa mandature ?
T.B : C'est une bonne chose pour l'Afrique car n'oublions pas que le président de la République vient d'une association politique qui a combattu pendant près de trente-cinq ans pour la démocratie. Comme conseil, je n'ai rien de particulier à lui prodiguer car je pense que le chef de l'Etat est démocrate dans l'âme, donc très bien outillé pour mener à bon port sa mission.

C.K : La rupture de la coalition FCC-Cach était-elle opportune selon vous ?
T.B :
Personne ne peut être pour une division, mais il arrive dans la vie qu'une séparation soit importante pour chaque partie. En ce qui concerne l'amélioration du quotidien de la population, observons la gestion de la cité du prochain gouvernement et nous reviendrons vers vous pour nous prononcer !

C.K : A présent que les Etats-Unis viennent d'identifier officiellement l'ADF comme une structure de Daech opérant en RDC, qu'est-ce qui peut fondamentalement changer ?
T.B :
Je pense que nous devons renforcer la situation des unités antiterroristes de notre armée. Au temps du Zaïre, nous les avons eues et je pense que nous avons encore quelques instructeurs antiterro formés en Israël, en

Egypte et ailleurs qui peuvent apporter leur expertise pour que nous menions à bien cette lutte. Vu la sensibilité du sujet, en mes grades et qualités, je ferais des propositions concrètes à qui de droit !

C.K : Un mot sur le travail qu'abat l'Inspection générale des finances dans la traque des détournements des deniers publics...
T.B : C'est un travail que tout citoyen consciencieux doit applaudir !

C.K : Le social des Congolais continue à tourner en rond sans perspective immédiate d'amélioration. Pensez-vous que l'actuel leadership national aura, à ce sujet, un bilan éloquent à défendre en 2023 ?
T.B :
Nous ne sommes pas encore aux heures du bilan. Attendons 2023 !

C.K : Comment se porte votre association, la Moco, et politiquement, où vous situez-vous par rapport à la nouvelle configuration politique ?
T.B :
Notre association Moco se porte bien et continue de garder un œil citoyen sur toute la situation de la République et du monde comme elle a toujours su le faire ! Bientôt, nous reprendrons nos rencontres républicaines et citoyennes avec les "Peuples citoyens" sur toute l'étendue de la République. Quant à moi, politiquement, je reste membre actif et cadre de l'AFDC où je suis actuellement secrétaire national chargé de la bonne gouvernance après avoir été chargé des stratégies politiques durant notre traversée du désert et batailles politiques aux côtés du Pr Modeste Baha-ti, l'actuel président du Sénat que j'avais accepté en mon âme et conscience de soutenir avec loyauté à la suite de l'injustice dont l'AFDC fut victime à travers sa personne ! Comme vous le savez, je suis allergique à l'injustice...

C.K : Qu'attendez-vous justement du Pr Modeste Baha-ti Lukwebo à la tête du Sénat ?
T.B : Des signaux positifs comme il a toujours su prouver partout où il a servi la République !

C.K : Votre mot de la fin
T.B : Je vous remercie de cette circulation de parole. Personne ne sortira vivant de ce monde et personne ne sortira de ce monde sans payer sa facture, en bien comme en mal. J'ai dit.

Alain Diasso

LÉOPARDS

Nsengi mise sur le mental, Bolasie et Bakambu appellent au soutien

Les Léopards auront besoin d'un mental comme booster pour les deux dernières journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2022. C'est l'avis du sélectionneur des Léopards Christian Nsengi Biembe.

Les Léopards de la RDC s'en-
volent ce mardi 23 mars 2021
dans la soirée pour France-
ville où ils affrontent le jeu-
di 26 mars les Panthères du
Gabon en cinquième journée
des éliminatoires de la Coupe
d'Afrique des nations (CAN)
Cameroun 2022.
Avec plusieurs absences dans
ses rangs, les Léopards auront
fichtrement besoin de force
mentale pour gagner des
points face à une équipe de
Gabon conduit par ses leaders
Aubameyang et Denis Bouan-
ga.
C'est justement sur le men-
tal que mise le sélectionneur
Christian Nsengi. « On est prêt
dans les sens où nous avons
pris les joueurs qui étaient
physiquement au point. Le
fait d'être prêt, c'est au ni-
veau mental. C'est ce fac-
teur qui fera quelque chose
à Franceville, qui fera ga-
gner l'équipe. C'est cet esprit
qui sera sur le terrain et qui

donnera de la détermination
pour donner ce que nous vou-
lons. Ce ne sera pas vraiment
sur le plan tactique parce
que ce sont des joueurs de
haut niveau qui ont joué des
Coupes d'Afrique, des Coupes
d'Europe et ils comprennent
parfaitement ce que nous leur
disons. Au finish, c'est le men-
tal qui prendra le dessus », a
confié Christian Nsengi Biem-
be à la presse au sortir d'une
séance d'entraînement.

Le message de Bolasie et Bakambu...

Bloqué en Angleterre à cause
des restrictions sanitaires, l'ai-
lier international Yannick Bo-
lasie apporte son soutien aux
Léopards, lui qui n'honorera
pas ses 44e et 45e sélections.
« C'est un message à tous les
supporters de la RDC, je n'ai
pas pu rejoindre l'équipe na-
tionale en raison des restric-
tions mises en place suite à la
Covid-19. Le Congo est sur la



Christian Nsengi Biembe, sélectionneur des Léopards de la RDC

liste rouge pour le Royaume-
Uni, ce qui aurait signifié la
quarantaine pour une longue
période à mon retour. Et le
club ne permettrait pas cela.

C'est un moment de fierté
pour moi à chaque fois que je
porte ce maillot, donc je suis
vraiment navré de ne pou-
voir être là, mais même si je

ne suis pas au pays pour en-
courager l'équipe, je souhai-
ter qu'ils puissent nous ob-
tenir les résultats dont nous
avons besoin », a déclaré le
joueur de Middlesbrough en
Championship anglaise (D2
anglaise) sur ses réseaux so-
ciaux.
Pour sa part, le buteur congo-
lais de Beijing Gouan en
Chine, Cédric Bakambu, a
appelé au soutien total aux
joueurs, lui qui a souffert un
court moment du Coronavirus
ne pouvait pas être sélection-
né par Christian Nsengi. « Des
millions de léopards derrière
notre équipe pour ces deux
matches importants. Concen-
trons-nous sur les camarades
présents et soutenons-les
comme il se doit. Soyons au
rendez-vous pour leur mon-
trer notre confiance, je suis
persuadé qu'ils seront au
rendez-vous », a-t-il indiqué
ses réseaux sociaux.

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FRANCE/LIBYE

Vers la reprise effective des relations diplomatiques entre les deux pays

A la faveur du retour à la stabilité en Libye, l’ambassade de France devrait rouvrir ses portes le 29 mars à Tripoli, a annoncé le 23 mars le président français Emmanuel Macron.

La réouverture de l’ambassade de France en Libye a été annoncée après une rencontre qui s’est tenue à Paris entre le chef du conseil présidentiel libyen Mohammed El-Menfi et le président français. Elle intervient dans un processus d’amélioration des relations entre les deux pays.

« Ce n’est pas simplement un soutien de mots ou de façade, c’est un soutien complet qui sera celui de la France. Nous avons une dette à l’égard de la Libye et des Libyens, très claire, qui est une décennie de désordre », a déclaré Emmanuel Macron.

« Il n’y aura pas de paix au Sahel s’il n’y a pas de stabilité en Libye », a indiqué Emmanuel Macron qui a réaffirmé son soutien au nouveau gouvernement d’union en Libye. Il a, par ailleurs, précisé que son pays mettrait le dossier libyen sur la table lors du sommet européen prévu le 25 mars.

« C’est un agenda immense, politique, démocratique, militaire et sécuritaire, économique. Notre responsabilité c’est d’avoir une unité européenne pour y parvenir. Je ferai absolument tout pour qu’avec nos amis italiens, allemands, l’ensemble des membres de l’UE, nous agissions en Européens tous ensemble au service de cet agenda », a promis Emmanuel Macron.

Il a également dénoncé une fois de plus la présence de puissances extérieures en Libye.

« Il faut que les forces étrangères quittent le plus vite possible le territoire libyen », a-t-il dit, citant les « forces turques, russes », car « c’est aux forces libyennes que revient de sécuriser la Libye ». Là aussi je compte avoir la plus grande fermeté avec les Européens car notre responsabilité est que tous ceux qui déstabilisent la Libye cessent de le faire », a-t-il

prévenu.

Pour sa part, le chef du conseil présidentiel libyen, Mohammed El-Menfi, qui était accompagné de son vice-président Moussa Al-Koni a remercié la France « pour la réouverture de l’ambassade et son soutien pour le retour à la stabilité ».

La représentation diplomatique Française en Libye avait été fermée depuis le 30 juillet 2014, face à la dégradation de la situation sécuritaire, mais elle est restée active. D’après Emmanuel Macron, l’ambassadrice Béatrice Le Fraper du Hellen, qui assure la mission depuis Tunis, reviendra dans la capitale libyenne. Ces dernières semaines, plusieurs pays comme Malte et l’Égypte ont annoncé la réouverture prochaine de leur ambassade à Tripoli.

Le pays retrouve à peine les premières conditions d’une stabilité

Après une décennie de guerre

interne dans un contexte humanitaire chaotique, la Libye a entamé une nouvelle phase de transition avec la désignation, le 10 mars dernier d’un gouvernement intérimaire qui a obtenu la confiance du Parlement. Le nouveau chef de l’exécutif avait été élu par un collège de soixante-quatorze délégués libyens réunis à Genève sous les auspices des Nations unies.

La nomination d’un nouveau Premier ministre et l’entrée en fonction d’un gouvernement d’union ont ouvert la voie à l’organisation d’élections générales prévues le 24 décembre 2021, qui devraient permettre à la Libye de retrouver enfin sa stabilité et sa prospérité. Au plan politique, le pays devrait alors sortir définitivement du tunnel sous l’autorité d’un gouvernement pleinement légitime.

Rappelons que l’intervention de l’Otan pour précipiter la chute de Mouammar Kadhafi en 2011 aura transformé le

pays en champ de bataille livré aux rivalités tribales et aux ingérences étrangères.

En saluant la validation du nouveau gouvernement, le Conseil de sécurité de l’ONU a réclamé, la semaine dernière, « le retrait sans tarder de toutes les forces étrangères et des mercenaires de Libye », environ vingt-mille hommes. Parmi ceux-ci, les experts de l’ONU révèlent la présence de Russes, de troupes turques et de groupes armés composés de Syriens, Tchadiens ou Soudanais.

« Le Conseil de sécurité reconnaît la nécessité de planifier le désarmement, la démobilisation et la réintégration des groupes armés, la réforme du secteur de la sécurité et de mettre en place une architecture de sécurité inclusive et dirigée par des civils pour l’ensemble de la Libye », précise la déclaration de l’ONU.

Yvette Reine Nzaba

ACTION HUMANITAIRE

L’ONU alerte sur la montée de la famine dans plus de vingt pays

Dans un nouveau rapport publié le 23 mars, l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) préviennent que « la faim aiguë devrait monter en flèche dans plus de vingt pays au cours des prochains mois en l’absence d’une assistance accrue immédiate. »

Le Yémen, le Soudan du Sud et le nord du Nigéria sont notamment confrontés à des niveaux catastrophiques de faim aiguë, avec des familles déjà en proie à la famine ou risquant de mourir de faim dans quelques endroits du Soudan du Sud et du Yémen, selon le rapport intitulé Hunger Hotspots.

« Au Burkina Faso, la sécurité alimentaire s’est légèrement améliorée depuis octobre dernier, mais la situation reste très préoccupante », note le rapport. La majorité des pays touchés se trouvent en Afrique. C’est le cas de la République démocratique du Congo, de l’Ethiopie et du Soudan. Mais la faim aiguë devrait aussi augmenter fortement dans d’autres régions du monde, comme en Afghanistan, en Haïti, et en Syrie.

« A travers le monde, plus de 34 millions de personnes sont déjà aux prises avec des niveaux d’urgence de faim aiguë, ce qui signifie qu’elles sont au bord de la famine », précise le document.

« L’ampleur des souffrances est alarmante. Il nous incombe

à tous d’agir maintenant et d’agir rapidement pour sauver des vies, sauvegarder les moyens de subsistance et éviter le pire », a déclaré le directeur général de la FAO, Qu Dongyu.

« Dans de nombreuses régions, la saison des semis vient de commencer ou est sur le point de commencer. Nous devons mener une course contre la montre et ne pas laisser passer cette opportunité de protéger, stabiliser et même éventuellement augmenter la production alimentaire locale », a-t-il ajouté.

Pour sa part, le directeur exécutif du PAM, David Beasley, a dénoncé une catastrophe qui se déroule « sous nos yeux ». « La famine provoquée par les conflits et alimentée par les chocs climatiques et la crise de Covid-19 frappe à la porte de millions de familles », a-t-il déclaré.

« Nous avons un besoin urgent de trois choses pour empêcher des millions de personnes de mourir de faim : les combats doivent cesser, nous devons avoir accès aux communautés

vulnérables pour leur apporter une aide vitale, et surtout nous avons besoin que les donateurs intensifient leur soutien pour fournir les 5,5 milliards de dollars que nous demandons cette année », a-t-il ajouté.

Le rapport recommande des mesures cruciales à court terme dans les pays affectés pour répondre aux besoins actuels et futurs. Ces mesures vont de l’intensification de l’aide alimentaire et nutritionnelle, à la distribution de semences résistantes à la sécheresse, au traitement et à la vaccination du bétail, au déploiement de programmes de travail contre rémunération, à la réhabilitation des structures de collecte de l’eau et à l’augmentation des opportunités de revenus pour les communautés vulnérables.

En début mars, la FAO et le PAM ont lancé un appel de fonds de 5,5 milliards de dollars pour intensifier rapidement les actions et éviter la famine grâce à une combinaison d’aide alimentaire, d’interventions en espèces et d’interventions d’urgence pour les moyens de subsistance.

Y.R.Nz.

COOPÉRATION

L’OIT et la CEEAC engagées dans la promotion du travail

La Commission de la Communauté économique des Etats de l’Afrique centrale(CEEAC) et l’Organisation internationale du travail(OIT) ont signé, le 19 mars, un accord de coopération en visioconférence.

La mise en œuvre du nouvel accord témoigne de la volonté des deux organisations d’accélérer l’appropriation et la maîtrise des instruments internationaux pour la promotion du travail décent dans les pays membres de la CEEAC, de privilégier le dialogue social en vue de créer un environnement économique et social propice à l’éclosion des écosystèmes dynamiques d’entrepreneuriats jeunes.

Signalons que l’accord est assorti d’un plan d’action et du recrutement d’un agent de liaison du BIT auprès de la CEEAC. Il constitue, en outre, un outil de promotion du dialogue social et de renforcement des instruments du système du marché du travail et de la mobilité des travailleurs encadrée par des mécanismes connus et harmonisés de reconnaissance des qualifications et des compétences.

Quatre intervenants se sont succédé tour à tour pour parapher le texte. Notamment, la directrice de l’OIT Bureau de Kinshasa, Maiga Aminata, le président de la Commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo, l’expert en charge de la jeunesse, du sport et de l’emploi des jeunes, Maxime Aké et la commissaire Kapinga Yvette-NGandu en charge du département Promotion du Genre, développement Humain et Social. Tous les intervenants ont magnifié la coopération entre la Commission de la CEEAC et l’OIT et réaffirmé leur volonté « indéfectible » d’user de toute leur expertise

pour la mise en œuvre dudit accord de coopération.

La problématique de l’emploi revêt, à cet effet, un intérêt particulier pour l’équilibre socioéconomique des Etats membres. Soucieux de promouvoir des solutions appropriées, les deux institutions se sont résolument engagées dans la promotion des instruments, mécanismes et protocoles à mettre en œuvre dans un cadre tripartite pour relever les défis liés au chômage, au sous-emploi et partant à la lutte contre la pauvreté en Afrique centrale.

La démarche entre en étroite adhésion avec l’agenda 2030 du système des Nations unies et l’agenda 2063 de l’Union africaine « l’Afrique que nous voulons » et qui s’inscrit en droite ligne avec les missions de la CEEAC, à savoir « faire de la zone Afrique centrale une région économiquement prospère avec des citoyens bien formés et ayant un indice de développement élevé ».

C’est aussi l’engagement pris par le président de la Commission de la CEEAC durant les cinq années de son mandat. « Le rêve d’avoir une jeunesse impliquée inventive et novatrice est encore possible. Il nous appartient donc de mettre ensemble nos efforts à tous les niveaux pour y parvenir », insiste souvent Gilberto da Piedade Verissimo. A noter que l’accord de coopération entre l’OIT et la CEEAC abroge celui signé entre les deux institutions le 10 mai 2006 à Paris.

Y.R.Nz.

Halte aux fausses informations



Stop



D'où vient l'information ?

Une source fiable est votre option la plus sûre

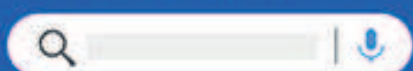
Réfléchis



Qu'est-ce qui manque ?

Si l'information semble bizarre, soyez prudent(e)

Vérifie



L'information est-elle corroborée par des faits ?

Vérifiez si l'info est corroborée par des sources crédibles. En cas de doute, veuillez vous adresser à des vérificateurs de faits locaux.



ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Les observateurs nationaux appellent les candidats à consolider la paix

Réunis en assemblée générale le 24 mars sous la direction du commissaire général du Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo, Marius Mouambenga, les observateurs nationaux ont appelé tous les candidats au respect du verdict des urnes, à privilégier le Congo et à continuer d'oeuvrer pour consolider la paix, la démocratie, l'unité et la concorde nationales.

Selon les observateurs nationaux du comité de suivi, l'élection du président de la République des 17 et 21 mars s'est déroulée dans un climat de paix et de sérénité, « en toute transparence sur l'ensemble du territoire national ». Ils ont, en effet, relevé dans leur constat, l'affichage des listes électorales devant chaque bureau bien que quelques fois avec un peu de retard ; la faible présence des délégués des candidats dans la plupart des bureaux de vote. Le secret du vote a été, ont-ils mentionné, garanti ; le dépouillement a eu lieu généralement dans les bureaux de vote et en public conformément à la régle-



Les observateurs du comité de suiviAdiac

mentation en vigueur ; les délégués des candidats ont reçu une copie de chaque procès-verbal de dépouillement par bureau de vote. Afin de contribuer à l'amé-

lioration du système électoral national, le comité de suivi qui a déployé 129 observateurs dans tous les départements du pays a formulé quelques suggestions

aux différents acteurs impliqués dans le processus. Il s'agit, entre autres, du renforcement des capacités de tous les membres des bureaux de vote ; la formation

continue des acteurs électoraux et des délégués des candidats ; la réforme urgente du système actuel de production et de distribution des cartes d'électeurs. Le comité de suivi a aussi recommandé l'acheminement à temps du matériel électoral ; la mise en œuvre effective de la recommandation de Ouesso 2017 relative à la réforme de l'Etat-civil. A cela s'ajoutent, l'augmentation du nombre de bureaux de vote aussi bien pour le vote spécial des agents de la force publique que pour le vote général ; l'amélioration de la qualité du matériel électoral ; l'éclairage des bureaux de vote.

Parfait Wilfried Douniama

Richard Ossa félicite Denis Sassou N'Guesso pour sa réélection

Un jour après la publication des résultats provisoires du scrutin présidentiel du 21 mars par le ministre de l'Intérieur, Zéphirin Mboulou, Richard Ossa, candidat malheureux aux dernières législatives à Kéllé (Cuvette Ouest), a donné un point de presse, le 24 mars à Brazzaville, pour féliciter Denis Sassou N'Guesso déclaré vainqueur à l'élection présidentielle dès le premier tour.



Ayant accompagné le candidat Denis Sassou N'Guesso tout le long de sa campagne électorale, Richard Ossa n'est pas surpris de ce plébiscite. Il estime que ce score sans pareil de 88,57% des suffrages exprimés est juste et ne fait aucun doute. Il est, selon lui, le résultat d'un travail effectué avec succès par sa direction de campagne, et que personne ne peut contester. Richard Ossa soutient aussi que Denis Sassou N'Guesso a été sur-

tout réélu massivement par les Congolais, grâce aux efforts qu'il ne cesse de déployer, tant dans la consolidation de la paix dans le pays que dans l'ambition qu'il caresse depuis quelques années de conduire le Congo vers un développement socioéconomique plus sûr et harmonieux. « J'étais dans la dynamique "bic rouge". J'ai accompagné le

candidat Denis Sassou N'Guesso partout où il est passé en campagne électorale. Drainant des foules, j'étais convaincu qu'il serait réélu à la magistrature suprême dès le premier tour. Bien que son nom soit une marque déposée au Congo, sa formation politique, le PCT, a constitué un avantage indéniable pour lui », a souligné Richard Ossa. L'orateur a ainsi félicité le chef de l'Etat pour sa "brillante" réélection à la magistrature suprême. Richard Ossa a aussi salué le peuple congolais pour sa détermination, sa confiance renouvelée et son amour qu'il a témoigné à l'égard du candidat de la majorité présidentielle. Il a regretté le décès brutal de l'opposant Guy Brice Parfait Kolelas, candidat de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki), survenu la nuit du vote, en cours d'évacuation à Paris en France.

Firmin Oyé

La Cour constitutionnelle réceptionne des rapports préliminaires des observateurs

La Diaspora africaine en Europe, l'Observatoire panafricain des missions d'observation et le Plan international pour la démocratie et la paix en Afrique ont remis le 24 mars au président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki, les rapports préliminaires de leur mission relative à la présidentielle du 21 mars dernier.



Auguste Iloki réceptionnant les rapports préliminaires des missions d'observationDR

Les trois missions électorales d'observation ont unanimement salué la bonne tenue de l'élection présidentielle en dépit de quelques irrégularités. Chef de mission de la Diaspora africaine en Europe, Jean K. Amoykon Eba a indiqué que la Cour constitutionnelle a besoin de ces rapports pour se prononcer en cas de contentieux électoral. « C'est une grande première qu'une Cour constitutionnelle déploie ses propres observateurs sur le terrain. Nous devons intérioriser cela pour pouvoir sensibiliser toutes les juridictions en charge des contentieux électoraux en Afrique », a-t-il déclaré. De son côté, le chef de mission du Plan international pour la démocratie et la paix en Afrique, Jean Marie Ngondjibangangte, a souligné la nécessité de remettre une copie de leurs rapports à la Cour constitutionnelle. « L'élection s'est très bien passée en dépit de quelques irrégularités. Nous disons honnêtement que le Congo a encore marqué un pas important dans le processus de la démocratisation. C'est une bonne chose pour le peuple congolais parce que nous avons senti sa maturité. Dans l'ensemble, les résultats reflètent ce qui s'est passé exactement dans les urnes », a-t-il souligné. Le président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki, a, quant à lui, remis à ses interlocuteurs une compilation des différentes activités menées par cette institution pour garantir la régularité du scrutin.

Parfait Wilfried Douniama

DÉCÈS DE GUY BRICE PARFAIT KOLÉLAS

Le MCDDI et le P.A.R compatissent avec la famille éplorée

Suite au décès inopiné, le 22 mars dernier en route pour Paris en France, du président fondateur de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki), le secrétariat général du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) et du Parti pour l'action de la République Mâ (PAR) ont publié, le 24 mars, des messages de condoléances adressées aux familles biologiques et politiques du disparu pour exprimer leur chagrin.

Dans son message, le secrétariat du MCDDI a déclaré: « A la suite de la disparition, ce lundi 22 mars 2021, de Guy Brice Parfait Kolélas, ancien secrétaire général du MCDDI, président de l'UDH-Yuki, le bureau exécutif national du MCDDI réuni ce jour sous la présidence de son secrétaire général, Bernard Tchibambéléla, présente ses condo-

léances les plus sincères au président du MCDDI, Euloge Landry Kolelas, frère de l'illustre disparu, à sa famille ainsi qu'au parti UDH-Yuki ». Le MCDDI estime que la disparition du président de l'UDH-Yuki laisse un vide au sein de son parti et dans sa famille biologique. Pour sa part, le président du PAR, Anguios Nganguia En-

gambé, affligé par la disparition de son allié politique, a souhaité à ce que l'âme du disparu repose en paix. « J'ai une grande pensée pour mon frère combattant et pour les militants de son parti que je n'oublierai jamais. Je serai toujours à leurs côtés pour les soutenir et les reconforter. A Dieu mon cher frère Guy Brice Parfait ! », a-t-il regretté.

Firmin Oyé

QUARTIERS PRÉCAIRES

L'autonomisation des femmes au cœur des initiatives locales

Des comités locaux de développement(Colode) ont été créés dans les quartiers précaires cibles, pour générer des opportunités socio-économiques grâce au désenclavement des quartiers. À travers le Projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap), que finance la Banque mondiale, l'État congolais entend améliorer le niveau de vie des couches sociales défavorisées.

Les responsables des comités de gestion des quartiers Moukoudzi-Ngouaka et Sukissa, respectivement dans les 1er et 5e arrondissements de Brazzaville, ont renforcé leurs capacités sur la gestion des infrastructures (écoles, marchés, centres de santé, maisons des jeunes, routes) prévues dans le cadre du projet Durquap. L'activité similaire s'est tenue à Pointe-Noire, exactement dans les deux quartiers cibles(Mboukou et Tchiniambi 1). En raison de nombreux freins qui minent l'autonomisation des femmes, les formateurs du cabinet Maître d'œuvres sociales(-MOS), à qui le Durquap a confié l'encadrement des comités locaux, ont soutenu la mise en place des micros crédits dédiés aux femmes. Ces structures ont, entre autres missions: d'œuvrer en faveur du développement socio-économique ; de renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des membres communautaires, en vue d'améliorer leurs prestations ; d'assurer



Un quartier précaire à Brazzaville/DR

une formation solide aux femmes, en vue de leur permettre de répondre aux enjeux de développement économique, social et environnemental.

Les formateurs du MOS ont pu appuyer les formalités d'ouverture de compte à l'agence de microfinance Capped. Celle-ci s'est chargée de former les membres

en gestion financière, les procédures de décaissement de fonds et la sécurisation des fonds collectés. À ce volet, s'ajoute la campagne de sensibilisation auprès

des bénéficiaires, afin de susciter l'adhésion du plus grand nombre de femmes. À Pointe-Noire, à Mboukou comme à Tchiniambi 1, le suivi des bénéficiaires de crédit a permis de faire le point sur l'impact socio-économique de la création des caisses de crédit. Des collectes d'argent ont été réalisées, constituant un fonds de départ à la première phase d'activités génératrices de revenus, pour permettre à la caisse de crédit d'augmenter le fonds de roulement. La principale marque de la précarité chez ces femmes, d'après le MOS, est leur forte dépendance financière vis-à-vis des partenaires au développement. Les experts suggèrent que soit instituée dans les localités cibles une stratégie mutualiste censée favoriser une autonomisation financière durable des femmes. Cette stratégie mutualiste fera appel à leurs propres capacités de mobilisation financière, à leur épargne et à leur aptitude à générer des revenus financiers.

Fiacre Kombo

INS Publication des annuaires statistiques 2018

L'Institut national de la statistique (INS) a procédé le 24 mars à Brazzaville, au cours d'un atelier, à la publication et diffusion des annuaires statistiques sectoriels, départementaux et national 2018. Ces différents documents contribueront à l'essor du système statistique national.



«Les annuaires que nous rendons publics aujourd'hui présentent un condensé d'informations actuelles de la situation socioéconomique et démographique du Congo. Les informations qui y sont consignées constituent une base de travail pour l'ensemble des partenaires au développement et pour les divers autres utilisateurs. Elles viennent en effet à point nommé pour combler un vide car le dernier annuaire statistique national disponible était celui de 2014 édité en 2016 », a expliqué le directeur général de l'INS, Gabriel Batsanga. D'une approche participative et inclusive sanctionnée par des ateliers de validation de documents à tous les niveaux de la conception à la production finale, l'édition 2018 est une production simultanée de quinze annuaires statistiques dont douze départementaux, deux sectoriels et un national. En ce qui concerne l'annuaire statistique du Congo, document de 576 pages,

il est composé de 4 parties et 30 chapitres notamment la partie A, B, C, D portant sur les informations générales sur le Congo, les statistiques sur l'environnement, les statistiques démographiques et sociales et enfin les statistiques économiques. Rappelant qu'un annuaire statistique est un document produit dans le but de fournir des données statistiques multisectorielles sur une période de 5 ans, Gabriel Batsanga a signifié que la prise en compte des besoins et des remarques des utilisateurs des précédentes utilisations a permis d'améliorer les présentes publications. Pour la première fois, a-t-il dit, les annuaires statistiques de 2018 ont été élaborés en utilisant une méthodologie intégrée qui a permis de produire à la fois plusieurs annuaires statistiques (départementaux sectoriels et nationaux). De son côté, Jean Elvis Mobola, directeur de la coordination statistique à l'INS, a notifié que plusieurs

Des annuaires publiés par l'INS/Adiac innovations ont été apportées à l'annuaire statistique national 2018 parmi lesquelles : le rappel du cadre légal de la production statistique ; l'insertion d'un tableau des principaux indicateurs ; le renforcement de la métadonnée en insérant les notes explicatives et méthodologiques. « Il y a eu certes un retard dans la diffusion mais, ce temps a permis d'affiner les différentes méthodologies de production qui sont à l'origine de l'obtention de ces 15 documents présentés aujourd'hui au lieu d'un document national. Nous allons de ce fait fournir des efforts pour que chaque annuaire statistique sectoriel, direction départementale de la statistique soit capable de produire son annuaire statistique chaque année afin que l'annuaire statistique national soit un document de référence en termes de production des statistiques de routine », a-t-il déclaré. Gloria Imelda Lossele

AUTONOMISATION Des femmes réclament une politique audacieuse pour combattre la pauvreté

Les femmes-cadres de toutes les administrations de Brazzaville ont reçu le 17 mars un projet de mémorandum afin de proposer des solutions aux questions des droits de la femme au Congo.

Le document sera remis aux autorités compétentes afin de prendre en compte les revendications des femmes en vue de leur autonomisation, a expliqué la secrétaire permanente du PCT, chargée des questions féminines, de l'enfance et de la famille, Esther Ahissou Gayama, lors d'une rencontre avec ces femmes-cadres. L'objectif est d'inciter ces dames à participer au processus du développement du pays. En effet, les femmes-cadres ont été édifiées sur les instruments juridiques internationaux, le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes, l'amélioration de leur participation dans tous les domaines de la vie ainsi que sur la discrimination dans l'accès aux fonctions administratives et politiques. Elles ont bénéficié à cette occasion des connaissances sur les différents instruments juridiques internationaux relatifs à la condition de la femme : la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes et le protocole s'y rapportant et bien d'autres. Le quota pour leur participation dans les sphères de prise de décision étant de 30%, elles ont émis le souhait aux autorités de prendre en compte le principe de la parité, soit 50% de chaque part. « Nous, femmes-cadres du Congo de toutes corporations et d'origines philosophiques confondues, profitons de l'opportunité pour réclamer une politique audacieuse pour combattre la pauvreté ». A cet effet, les femmes ont formulé le voeu de la création d'un Fonds spécial destiné aux femmes ; la facilitation des conditions d'accès à la terre, aux crédits et divers financements ainsi qu'à l'exonération de taxes à court et moyen terme, sachant que l'exonération à long terme doit être d'une manière modérée. De même dans le domaine de l'éducation de la jeune fille : la création d'un observatoire contre le harcèlement, le développement d'établissements scolaires d'excellence pour les jeunes filles, la promotion de l'orientation des filles vers les carrières scientifiques ainsi que l'émergence des centres de formation professionnelle destinés aux jeunes filles mères. Lydie Gisèle Oko

PROJET CAB

Le budget 2021 arrêté à 13 milliards FCFA

Le comité de pilotage du projet Central africa backbone (Cab) a, lors de la première session tenue le 23 mars à Brazzaville, adopté le plan de travail et le budget exercice 2021 qui s'élève à 13 milliards FCFA.

« En 2020, il était prévu de dépenser 15 milliards FCFA. Au regard de la situation sanitaire liée au coronavirus, on a revu nos dépenses à la baisse, six milliards FCFA. Avec le budget qui vient d'être adopté, on espère finaliser les travaux arrêtés », a indiqué le coordonnateur du projet Cab, Michel Ngakala. Il s'agit de l'achèvement de plusieurs chantiers ayant connu des perturbations l'année dernière du fait de la pandémie de Covid-19, entre autres, les travaux de construction du réseau d'interconnexion en fibre optique Congo-Cameroun et Congo-RCA, puis la poursuite des études devant favoriser la construction du data center nation et bien d'autres chantiers en lice. Présidant le comité de pilotage, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, s'est réjoui des résultats de l'exercice dernier auxquels est parvenu



Le ministre des Postes et des Télécommunications posant avec les membres du comité de pilotage

le projet... Initialement prévue en juin 2021, la fin du projet Cab a été prorogée en fin 2022 à cause du ralentissement des activités liées au coronavirus. Financé par la Banque africaine de développement, le projet Cab est conçu pour relier les réseaux des télécommunications des pays de la Cémac et de la CEEAC,

«...La fracture numérique entre nos zones frontalières sera réduite et les populations profiteront d'un accès plus aisé au monde numérique, plus performant et moins cher. Cela, nous l'avons accompli ensemble et nous pouvons en être fiers »

booster le développement des télécommunications en reliant les réseaux entre pays d'Afrique, augmenter l'effectivité de la connectivité au niveau régional, enfin réduire les coûts élevés d'Internet sur le climat des affaires dans la sous-région. Rappelons que dans le cadre du projet Cab, le Congo et le Gabon avaient célébré en avril 2018 l'interconnexion entre les deux pays. « À partir d'aujourd'hui, nous n'aurons plus besoin d'emprunter des routes numériques internationales pour collaborer entre Etats frères. Les échanges digitaux vont fortement augmenter. La fracture numérique entre nos zones frontalières sera réduite et les populations profiteront d'un accès plus aisé au monde numérique, plus performant et moins cher. Cela, nous l'avons accompli ensemble et nous pouvons en être fiers », s'était réjoui Léon Juste Ibombo.

Lopelle Mboussa Gassia

VISITEZ

LE MUSEE GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Musée
du Bassin du Congo

galerieCONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

ASSOCIATIONS

Femmes et hommes capables
Aide aux orphelins, démunis et
entraide.
Tel: 069171184



**Aide Soutien Secours aux Enfants
Congolais (AASSEC)**
Panafricaine-Humanitaire
Tel: (+33) 77 21 87 395



Ndolo Ville Rénovée
Animation Folklorique
Toutes cérémonies
Tel: (+242) 05 055 11 30/ 06 674 64 56

**VESTIMENTAIRE****LA MODE POUR TOUS**

Vente : Chaussures H/F-Vêtements et
Accessoires.
Livraison à domicile
Contacts : (+242) 06 438 44 92/
06 521 07 72

**RH COUTURE**

La Marque des Célébrités
Contacts : (+242) 06 419 24 20/
04 433 72 38

**BEAUTE COIFFURE**

Isloone coiffure
Coiffures - Tresses - Soins de visage - Esthétique
- Manicure
A domicile.
Tel: 06 446 62 25

BATIMENT**ACTION GROUPE**

Pour tous vos travaux de construction
Contacts : (+242) 06 629 90 07/ 06 675 82 95

**AFRICA BATI INGENIERIE**

Etudes techniques-Coordination-Suivi des Tra-
vaux-Réalisation-Réhabilitation-Formation
Tel: (+242) 06 583 60 52/ 05 770 62 82

**IMMOBILIER****Agence immobilière**

Christ Roi
Location - Vente :
Maisons - Villa - Boutiques - Appartement.
Contact : 04 449 46 76 06883 45 93

**Agence immobilière Santos**

Location :
Maisons, bureaux, villas, appartements,
meublés et non meublés
Tel: 06587 81 39

**LOCATION ET VENTE
DE VEHICULES**

Karagnara Service
Location courte et longue durée.
06 461 56 56

**AUTO-TOP-CONGO**

Location et vente.
Berlines - 4X4
Tel: 06 645 00 00

SERVICE TRAITEUR**DODO Service**

Service traiteur et protocole

Contact : 066680644 053046399

**Gamos Traiteur**

Pour tous vos événements

Tel : 06 550 90 17

GROUPE YANNICK

Recherche des :

- Conducteurs moto
- Administrateurs
- Secrétaires

Composition du dossier

- 1 CV
- Lettre de motivation + 2 cartes photos

Date limites des dossiers le 22/03/2021

Adresse : 2549 avenue Charles de Foucault. Quartier 31
en face de l'Hôtel Marina.

Téléphone : 06 523 53 78 / 06 402 81 82

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

Téléphone : 06 895 06 64

Service Commercial

SANTÉ

Lancement officiel de vaccination contre la Covid-19 prévu pour demain

La vaccination contre la pandémie de coronavirus qui devrait débuter le 16 mars sera finalement lancée de façon officielle le 25 du même mois à Brazzaville par le président de la République.

« Les doses de vaccin sont suffisantes pour commencer la campagne de vaccination », a indiqué la ministre en charge de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, après avoir reçu, le 23 mars à Brazzaville, les 12.000 doses du vaccin russe que le gouvernement a acquis sur fonds propres. En plus de ces doses, il faut rappeler que la Chine a fait un don de 100.000 doses du vaccin Sinopharm, il y a quelques jours. L'objectif étant d'atteindre 60% de la population.

Selon l'ambassadeur de Russie au Congo, Gueorguy Tchepik, dans le choix du vaccin russe pour sauver des vies face à la Covid-19, témoigne de l'excellence des relations bilatérales entre les deux pays. « *Ce n'est plus le virus qui va s'attaquer au Congo mais c'est le pays qui va*

s'attaquer au virus », a déclaré le diplomate.

En rappel, les 15 et 16 mars, une formation a été organisée en faveur des agents de santé civils et militaires impliqués dans le processus de vaccination. La gestion logistique des vaccins, la prise en charge des manifestations ad-verses post-immunisation et la gestion des déchets font partie des thèmes développés lors de la-

dite formation. Les sites retenus pour la vaccination à Brazzaville sont, entre autres, l'hôpital central des armées, le site de la direction générale de la sécurité civile (sapeurs-pompiers) et la clinique de la présidence de la République.

Procédant à la mise au point technique le 24 mars à l'hôpital Blanche-Gomes, avant le lancement officiel de la vaccination, la ministre Jacqueline Lydia Mikolo a précisé qu'une équipe d'experts foulera le sol congolais pour s'assurer que la vaccination au Congo se fait selon les normes techniques particulières liées à ce vaccin. Les agents de cet hôpital ont été vaccinés.

Rominique Makaya

VACCINS ANTI-COVID ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'ONU solidaire de l'Afrique

Les Nations unies ont exprimé leur solidarité à l'Afrique dans la course à la vaccination contre la Covid-19 et la lutte contre le changement climatique, a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le 23 mars, à l'occasion d'une réunion avec le Groupe des pays africains membres de cette organisation.

A ce jour, l'Afrique compte plus de quatre millions de cas de Covid-19 et plus de cent mille africains ont perdu la vie à cause de cette maladie.

« Les Nations unies sont pleinement déterminées à travailler en étroite collaboration avec les pays africains sur le déploiement des vaccins. Comme je l'ai dit à maintes reprises, un vaccin contre la Covid-19 doit être un bien public mondial accessible à tous, partout. L'équité vaccinale est un test moral de solidarité mondiale », a dit le chef de l'ONU devant les représentants des pays africains.

Le mécanisme mondial d'équité en matière de vaccins a commencé à distribuer des doses dans le monde entier, y compris dans certains des pays à faible revenu. Jusqu'au 21 mars, vingt-six pays africains avaient reçu plus de quinze millions de doses grâce à ce mécanisme.

Mais le secrétaire général s'est dit « profondément préoccupé par le fait que de nombreux pays à faible revenu n'ont pas encore reçu une seule dose, alors que les pays plus riches sont en passe de vacciner toute leur population ».

« Nous voyons de nombreux exemples de nationalisme et d'accumulation de vaccins dans les pays plus riches, ainsi que des accords parallèles continus avec des fabricants qui compromettent l'accès pour tous. Le monde doit s'unir pour produire et distribuer suffisamment de vaccins pour tous, ce qui signifie au moins doubler la capacité de fabrication dans le monde », a ajouté Antonio Guterres,

qui a également jugé nécessaire une collaboration renforcée entre Covax et l'équipe africaine d'acquisition de vaccins.

Changement climatique : l'Afrique paie un prix élevé

S'agissant de la crise climatique, le secrétaire général a rappelé que, malgré sa contribution relativement limitée aux émissions mondiales, l'Afrique continue de payer un prix élevé pour le changement climatique.

« Alors que nous nous efforçons de mettre en œuvre l'Accord de Paris et de mobiliser une coalition mondiale pour atteindre zéro émission nette de carbone d'ici le milieu du siècle, nous avons également besoin d'une percée en matière d'adaptation », a-t-il dit.

Selon lui, en travaillant au lien entre l'adaptation et la consolidation de la paix, on peut renforcer la résilience des Etats et des communautés. Il a noté que depuis 2017, le Fonds pour la consolidation de la paix a investi dans des projets dans trente-cinq pays africains sur les questions de sécurité liées au climat.

« J'ai appelé tous les donateurs et les banques de développement nationales et multilatérales à accroître la part de l'adaptation et de la résilience à au moins 50% du financement climatique. Ces fonds doivent être facilement accessibles et acheminés vers le continent en fonction des besoins et des impacts prévus », a-t-il dit. Précisant que « j'ai appelé les membres du G7 à prendre

cet engagement très concret lors de leur sommet de juin, notamment en doublant leur financement public climatique pour la période de 2021 à 2025 grâce à de nouveaux engagements avec une forte préférence pour les subventions ».

Selon le secrétaire général, « tous les pays développés doivent honorer et dépasser l'engagement de verser 100 milliards de dollars par an aux pays en développement ». « Nous n'en sommes pas encore là », a-t-il souligné.

Partenariat entre l'ONU et l'Union africaine

De manière générale, le chef de l'ONU a rappelé devant les pays africains sa détermination à renforcer le partenariat entre les Nations unies et l'Union africaine (UA).

« Le développement de l'Afrique reste une priorité absolue pour le système des Nations unies », a dit Antonio Guterres.

Il a salué la contribution des pays africains aux opérations de paix et les efforts conjoints des Nations unies et de l'UA « *pour prévenir, atténuer et régler les conflits et créer des environnements propices aux élections* », prenant pour exemple la Libye.

Selon le patron de l'ONU, la situation en Afrique « *montre des signes de progrès dans certains endroits et des escalades inquiétantes dans d'autres* ». Il s'est dit très préoccupé par la situation dans la région du Sahel en particulier.

Yvette Reine Nzaba

NOUVEAU TRONÇON POINTE-NOIRE - OUESSO

La 1^{ère} ligne Directe qui rapproche
le Sud du Nord

06 702 15 23 / 06 510 06 25

Départ: tous les Samédis 7h30
Les réservations sont en cours dans
toutes les agences de Pointe-Noire

05 728 88 33/ 06 587 44 60

contact@oceandunord.com

www.oceandunord.com

Pointe-Noire

Ouesso

OCEAN du NORD

Sécurité - Confort - Fiabilité

www.oceandunord.com

contact@oceandunord.com
06 587 44 60 / 05 728 88 33

GRILLE TARIFAIRE POINTE-NOIRE - OUESSO

POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS	POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS
DOLISIE	5.000	5.000	NGO	17.000	15.000
LOUDIMA	7.000	6.000	GAMBOMA	20.000	17.000
NKAYI	8.000	6.000	INKOUELE	20.000	17.000
MADINGOU	8.000	6.000	OLLOMBO	20.000	17.000
BOUANSO	8.000	6.000	OYO	22.000	20.000
LOUTETE	8.000	6.000	OBOUYA	22.000	20.000
MINDOULI	10.000	8.000	OWANDO	25.000	22.000
MAYAMA	10.000	8.000	MAKOUA	25.000	22.000
PK 45	15.000	13.000	MAMBILI	30.000	27.000
			OUESSO	30.000	27.000

NÉCROLOGIE



Le directeur général par intérim de l'Agence congolaise des systèmes d'information (A.C.S.I.) ex Office congolais d'informatique (O.C.I.) à la profonde douleur d'annoncer à l'ensemble du personnel de Brazzaville, Pointe-Noire et à tous les partenaires, le décès de M. François Ambendet, directeur général, survenu le samedi 20 mars 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°3 rue Imporo, quartier Bikaroua Lycée Thomas Sankara à Brazzaville.

Référence : la Poste

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

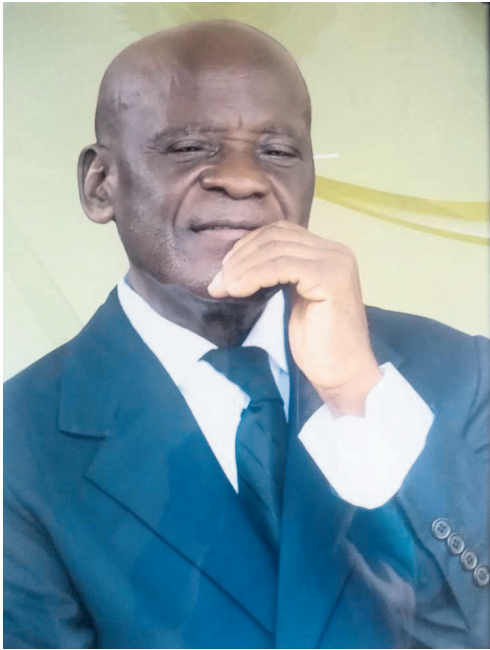
NÉCROLOGIE

Jean Bruno Ndokagna, Charles Ambeto, Victor Olingou Boumadoki, Alphonse Boumadoki et Pascal Ondzé à Endeké ont le regret d’annoncer aux membres des familles suivantes : Grégoire Okoko, Ondzé à Ngondo Gabriel, pascal Eboundi, Jules Itoba, Eyourayo, Ebamba, Ondzé Indoko, Koubet d’Otende, Ambéro d’Oyomi, Iwosso Steph et la communauté l’Abbé-Wamba, aux amis et connaissances le décès de Mme Ngala Firmine, survenu le 12 mars 2021 au CHU. La veillée a lieu dans la rue Albert Bassandza (arrêt de bus CHU) Rf. clinique Cogémo. La date de l’inhumation sera communiquée ultérieurement..



PROGRAMME DES OBSÈQUES

Les familles Tchicaya et Ndinga, les enfants Coelho de Carvalho, Amaïs et Harlindo, les frères, sœurs, tantes et oncles ont le profond regret d’annoncer aux parents, amis et connaissances du décès de Sonia Dolerès Tchicaya survenu le 2 mars en France. Le programme du rapatriement de la dépouille et de l’inhumation se présente ainsi qu’il suit : Lundi 29 mars : 9 heures : levée du corps à la morgue de Pointe-Noire 11 heures : recueillement à domicile 13 heures : Messe de requiem en l’église Notre Dame de l’Assomption de Pointe-Noire 14 heures : inhumation au cimetière de Loubou 16 heures : Retour des cimetières et fin de la cérémonie.



Lopez Ayah, agent des Dépêches de Brazzaville et la famille Ayah ont la profonde douleur d’informer amis et connaissances du décès de leur père, oncle et grand-père Nestor Victor Ivouba, survenu le 19 mars 2021 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°58, rue Dahomey à Poto-Poto. La date de l’inhumation sera communiquée ultérieurement.

La famille et les enfants Mayola annoncent aux amis et connaissances que le programme des obsèques de leur père, oncle et grand-père Pierre Mayola, décédé à l’âge de 111 ans, se présente comme suit : Vendredi 26 mars : 9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ; 11h00 : départ pour le village Nianga-Madzakala (Pool). Samedi 27 mars : 13h00 : inhumation. Dimanche 28 mars : Retou à Brazzaville et fin de la cérémonie.



UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

PRIX PRINCE CLAUS 2021

Les artistes congolais éligibles à la course

Initié pour encourager les artistes émergents et les praticiens de la culture, dont les actions sont louables, le prix Prince Claus vient de lancer son édition 2021 à l’endroit des artistes de différentes disciplines. L’invite à candidatures se ferme le 11 mai.

Les Prince Claus Seed Awards s’adressent aux artistes émergents et praticiens de la culture, qui sont en moyenne dans les cinq premières années de leur carrière professionnelle et ayant une pratique artistique novatrice et singulière penchée sur les problèmes sociaux et politiques urgents, importants dans leur contexte local. En parallèle, ce concours est une manière d’apporter du soutien et de la visibilité à ces artistes peu connus, mais dont le travail force l’admiration. Les artistes originaires d’Afrique, Asie, Amérique latine, Caraïbes et Europe de l’est sont éligibles

« Les récipiendaires sont libres d’investir leur bourse dans le développement de leur pratique artistique. Grâce aux Prince Claus Seed Awards, nous soutiendrons le développement de carrière, la créativité et l’expérimentation d’artistes émergents et de praticiens culturels du monde entier »,



L’artiste plasticienne congolaise Bill Kouelany, lauréate du prix Prince Claus en 2019DR

taillant ses motivations. Dans l’évaluation des candidatures, plusieurs critères seront pris en compte, à savoir : l’originalité, la proximité sociale et politique du travail de l’artiste, la spécificité du contexte local des actions menées, l’inclusion des travaux, l’impact, le potentiel devant contribuer à donner un coup de pouce à la carrière de l’artiste. Les finalistes au prix Prince Claus Seed seront informés de la sélection terminale, trois mois suivant

la date limite de l’appel à candidatures. A ce propos, ils devront soumettre des documents supplémentaires liés à leur travail aux fins de l’annonce publique. Les lauréats de cette année seront connus, le 25 octobre prochain. Au terme du concours, les candidats retenus bénéficieront d’une enveloppe d’environ trois millions, soit cinq mille euros, pour développer leur pratique culturelle. « Les récipiendaires sont libres d’investir leur bourse dans le développement de leur pratique artistique. Grâce aux Prince Claus Seed Awards, nous soutiendrons le développement de carrière, la créativité et l’expérimentation d’artistes émergents et de praticiens culturels du monde entier », a déclaré le fonds Prince Claus. Soulignons que le fonds Prince Claus récompense, chaque année, près d’une centaine d’artistes et praticiens culturels émergents au cours des cinq premières années de leur carrière. Ce prix vise à contribuer à des scènes artistiques prospères sur le plan international, où les artistes émergents peuvent développer leur pratique selon leurs propres conditions.

Merveille Atipo

CAN 2022

Huit autres joueurs rejoignent les Léopards à Kinshasa

Aux vingt joueurs déjà présents au regroupement des Léopards à Kinshasa pour les deux matchs des 5e et 6e journées des éliminatoires de la Coupe d’Afrique des nations s’ajoutent, entre autres, Mbemba, Kayembe, Botaka, Kiassumbua, Tisserand, Nsakala.

Quatre joueurs ont rejoint, le lundi 22 mars 2021, la tanière des Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) à Kinshasa où se trouvent déjà vingt joueurs. Il s’agit d’Edo Kayembe (Eupen/Belgique), Jordan Botaka (Charleroi/Belgique), Chancel Mbemba (Porto/Portugal) et Joël Kiassumbua (Servette de Genève/Suisse). Quatre autres joueurs étaient attendus pour le mardi 23 mars dans l’après-midi, notamment, Marcel Tisserand (Fenerbahçe/Turquie), Fabrice Nsakala (Besiktas/Turquie), Ben Malango et Fabrice Ngoma (Raja de Casablanca/Maroc), confirmait le team manager des Léopards, Dodo Lando Domo et Jerry Angengwa, le média officer de la sélection. Le nombre des joueurs attendus pour le match contre le Gabon, après moult défections à cause des restrictions sanitaires (Covid-19) pourra donc être de 28 joueurs, dont 14 évoluant au pays (Locaux) et 14 venus de l’extérieur. Signalons-le, les Léopards sont privés de plusieurs de leurs joueurs majeurs et prometteurs soit à cause de la Covid-19, soit à cause de blessures, soit encore par manque du temps de jeu, comme Yannick Bolasie, Neeskens Kebano, Glody Ngonda, Gaël Kakuta, Chadrac Akolo, Arthur Masuaku, le gardien de but Timothy Fayulu qui a même choisi de jouer pour la Suisse, Yoane Wissa, Gédéon Kalulu, Giannelli Imbula, Samuel Moutoussamy, etc. On rappelle que la RDC affronte le jeudi 26 mars à Franceville, le Gabon, en cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d’Afrique des nations (CAN), et le 29 mars à Kinshasa, la Gambie en sixième et dernière journée. La délégation des Léopards devrait prendre son avion pour Franceville, selon le programme, le mardi 23 mars dans la soirée. Les deux matchs contre le Gabon et la Gambie sont des rencontres couperets. Car la RDC occupe la troisième place avec 6 points, derrière la Gambie et le Gabon ayant chacun 7 points. En cas d’un faux pas, les Congolais n’auront plus leur destin en main. Le pays du ballon d’or 1973 Bwanga Tshimen n’a plus manqué une phase finale de la CAN depuis 2013 en Afrique du Sud.

M.E.

LÉOPARDS

Nsengi mise sur le mental, Bolasie et Bakambu appellent au soutien

Les Léopards auront besoin d’un mental comme booster pour les deux dernières journées des éliminatoires de la Coupe d’Afrique des nations (CAN) 2022. C’est l’avis du sélectionneur des Léopards Christian Nsengi Biembe.

Les Léopards de la RDC s’envolent ce mardi 23 mars 2021 dans la soirée pour Franceville où ils affrontent le jeudi 26 mars les Panthères du Gabon en cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d’Afrique des nations (CAN) Cameroun 2022. Avec plusieurs absences dans ses rangs, les Léopards auront fichtrement besoin de force mentale pour gagner des points face à une équipe de Gabon conduit par ses leaders Aubameyang et Denis Bouanga. C’est justement sur le mental que mise le sélectionneur Christian Nsengi. « On est prêt dans les sens où nous avons pris les joueurs qui étaient physiquement au point. Le fait d’être prêt, c’est au niveau mental. C’est ce facteur qui fera quelque chose à Franceville, qui fera gagner l’équipe. C’est cet esprit qui sera sur le terrain et qui donnera de la détermination pour donner ce que nous voulons. Ce ne sera pas vraiment sur le plan

tactique parce que ce sont des joueurs de haut niveau qui ont joué des Coupes d’Afrique, des Coupes d’Europe et ils comprennent parfaitement ce que nous leur disons. Au finish, c’est le mental qui prendra le dessus », a confié Christian Nsengi Biembe à la presse au sortir d’une séance d’entraînement.

Le message de Bolasie et Bakambu...

Bloqué en Angleterre à cause des restrictions sanitaires, l’ailier international Yannick Bolasie apporte son soutien aux Léopards, lui qui n’honorera pas ses 44e et 45e sélections. « C’est un message à tous les supporters de la RDC, je n’ai pas pu rejoindre l’équipe nationale en raison des restrictions mises en place suite à la Covid-19. Le Congo est sur la liste rouge pour le Royaume-Uni, ce qui aurait signifié la quarantaine pour une longue période à mon retour. Et le club ne permettrait pas cela. C’est un moment de

fierté pour moi à chaque fois que je porte ce maillot, donc je suis vraiment navré de ne pouvoir être là, mais même si je ne suis pas au pays pour encourager l’équipe, je souhaite qu’ils puissent nous obtenir les résultats dont nous avons besoin », a déclaré le joueur de Middlesbrough en Championship anglaise (D2 anglaise) sur ses réseaux sociaux. Pour sa part, le buteur congolais de Beijing Gouan en Chine, Cédric Bakambu, a appelé au soutien total aux joueurs, lui qui a souffert un court moment du Coronavirus ne pouvait pas être sélectionné par Christian Nsengi. « Des millions de léopards derrière notre équipe pour ces deux matches importants. Concentrons-nous sur les camarades présents et soutenons-les comme il se doit. Soyons au rendez-vous pour leur montrer notre confiance, je suis persuadé qu’ils seront au rendez-vous », a-t-il indiqué ses réseaux sociaux.

Martin Engimo

DIASPORA CONGOLAISE

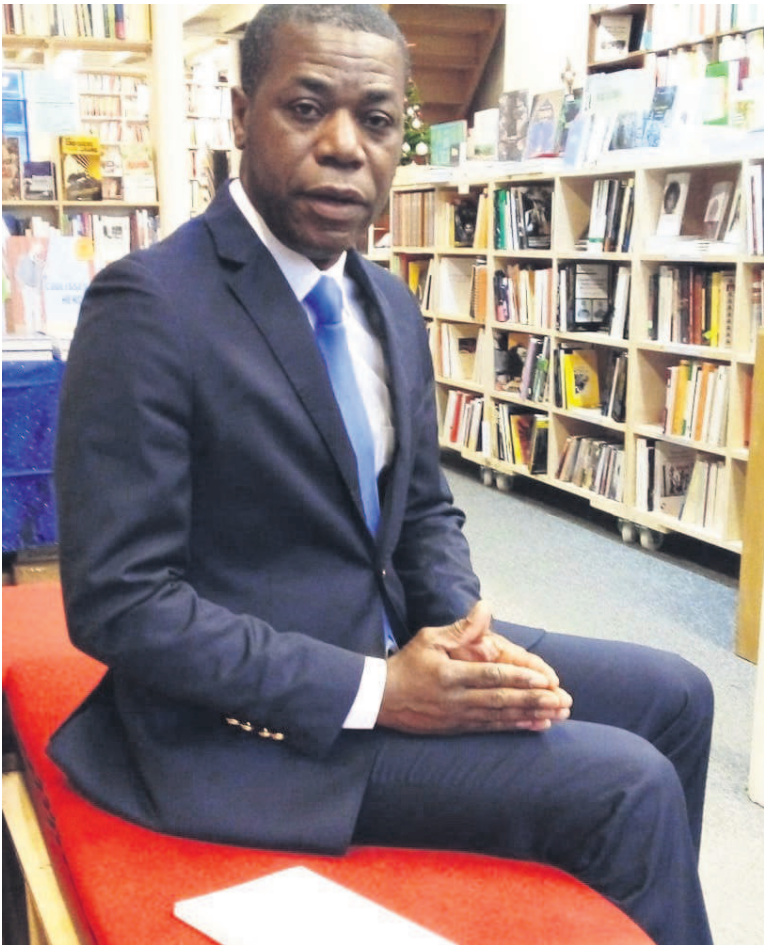
Quatorze mesures pour redynamiser le secteur culturel

La redynamisation du secteur culturel appelle à des initiatives parmi lesquelles les quatorze mesures proposées par Richard Ossoma-Lesmois susceptibles de ramener au moins 2,5% de croissance chaque année au pays.

C'est à travers une démarche inédite que le juriste et écrivain, Richard Ossoma Lesmois, a conduit la diaspora congolaise de France dans la campagne pour l'élection présidentielle de mars 2021 au Congo-Brazzaville : au moyen d'une convention de gouvernement avec le président candidat Denis Sassou N'Guesso. Il l'a fait dans le volet Culture & Développement en lien avec l'économie réelle. Une démarche tout à fait inhabituelle des procédés classiques.

En effet, le 10 février dernier, expliquant leur thème de campagne « *Travaillons ensemble avec le président Denis Sassou N'Guesso, dans le cadre d'une Convention de gouvernement sur le volet culture & développement pour les cinq années de mandat présidentiel à venir* », Richard Ossoma-Lesmois a dévoilé quatorze mesures qui vont redynamiser le secteur de la culture. Quatorze mesures susceptibles de ramener au moins 2,5 points de croissance à l'activité économique du pays chaque année. Et comme mesure phare, la création d'un musée de la femme à Kintélé.

Au niveau national par exemple, les artistes musiciens ainsi que d'autres professionnels du monde de la culture disposeront d'une mutuelle en guise de complémentaire de santé. En plus



Richard Ossoma-Lesmois

d'une banque pour les artistes afin que ces derniers perçoivent leurs avoirs et leur valeur. L'organisation régulière du festival panafricain de musique (Fespam), des foires locales, des festivals et des salons régionaux du livre au Congo. Une vie culturelle dense

tant à l'échelle locale qu'à l'échelle nationale pour raviver la flamme patriotique, le vivre-ensemble et entretenir l'âme du pays. La culture étant à la fois élément de l'économie et vecteur de paix au Congo-Brazzaville. Tout ceci, grâce, entre autres, au jeu de par-

tenariats avec les organisations non gouvernementales (ONG) intervenant dans la culture en Europe, au Canada, en Afrique sub-saharienne. De même que la contrepartie de la présence congolaise au sein du système des Nations unies pour la culture, la science et l'éducation.

Autre mesure au niveau national, la garantie pour les artistes et écrivains congolais, de participer aux salons du livre européen ainsi qu'aux galeries d'arts, la création d'une mutuelle complémentaire de santé pour les artistes ainsi qu'un groupe de production audio-visuel et cinématographique dénommé : Congo Madia-Groupe. Un programme ambitieux, à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui et des enjeux de demain, conclut le juriste et écrivain, Richard Ossoma-Lesmois.

Quant au niveau international, il s'agira de l'exploitation du site de Verquin en France. La stèle hommage aux soldats congolais morts pour la France inaugurée en octobre 2020. Le monument érigé sur la portion du territoire congolais dans la région Nord-Pas-de-Calais. Des visites guidées tarifées, des excursions avec auberge, des cartes postales éditées par des librairies et agences de communication partenaires au ministère congolais de la Culture et des Arts. Le tout, sous fond de

jumelage entre la ville hôte de Verquin en France et la commune de Kintélé au Congo-Brazzaville. Autres enjeux majeurs propose Richard Ossoma-Lesmois, est celui des droits des femmes et le travail informel. A propos, le 17 janvier 2020, depuis l'ambassade de la République du Congo en France, il a lancé la Maison de la femme à Kintélé pour la revitalisation des programmes de réductions des inégalités et la parité entre les hommes et les femmes ; et la résorption des excès liés aux aspects du genre.

Auteur de plusieurs ouvrages, roman, théâtre, essai, nouvelle, ce juriste et écrivain congolais, né le 30 décembre 1976 à Macouria, résidant à Fontenay-sous-Bois à l'est de Paris dans le département du val-de-marne, en France, s'intéresse aux valeurs fondamentales de la famille, à l'évolution des sociétés contemporaines et africaines, au brassage des cultures ; notamment, l'Afrique, le Maghreb, les Antilles, la France métropolitaine. Depuis mars 2020 sous la crise Covid-19, il lutte contre les discriminations causées par la maladie ou le handicap, s'implique dans la cause de santé publique, notamment la drépanocytose au Tchad, au Cameroun, en République démocratique du Congo, au Congo-Brazzaville.

Bruno Okokana

MATCH AMICAL INTERNATIONAL

Les Diables rouges dames séjournent à Kinshasa

Les Diables rouges seniors dames affronteront ce 25 mars à Kinshasa en amical les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC). Le but étant de préparer les futures échéances, notamment les éliminatoires de la Coupe d'Afrique féminine des nations qui se disputera au Maroc en 2022.

La délégation congolaise, conduite par Lucienne Virginie Mokoko, membre de la Fédération congolaise football (Fécofoot), est composée de 29 membres dont dix – huit joueuses, est arrivée dans la capitale de la RDC depuis le mardi. Berjona Mbemba, la sélectionneuse et son staff technique ont donc fait confiance à Ruth Khondé, Ngamakita Nakavoua, Avalone Loubelo, Ornella Pangou, Michel Andzé, Flore Mabahou, Messie Toubelle, Welcome Londo, Gabelle Ngouala, Queen Bouanga, Grace Mantsoungou, Sacrée Taty, Benecte Ombandzé, Venard Mbizi, Ben Nzeyi Beya, Nkaya Vilouka, Doris Senga et Carine Ossete Poto pour disputer le premier match international de la reprise .

James Golden Eloué

INTERVIEW

Gaius Makouta : « Ça m'existe à l'idée qu'on puisse faire de grandes choses avec Thievy »

A quelques heures d'embarquer pour Brazzaville, Gaius Makouta explique comment il a obtenu le feu vert de son club afin de venir jouer pour le Congo. Et parle de sa future association avec Thievy Bifouma.

Les Dépêches de Brazzaville : Gaius, tu étais initialement bloqué par ton club pour cette date Fifa, mais tu as beaucoup insisté pour obtenir de venir jouer contre le Sénégal.

Gaius Makouta : Oui, j'ai vraiment beaucoup poussé, il y a eu des réticences jusqu'à la fin, mais j'ai tenté le tout pour le tout afin de rejoindre la sélection. Je ne pourrai malheureusement pas disputer les deux matches, mais le club a accepté que je joue contre le Sénégal.

LDB : Donc tu viens faire le boulot face aux Lions à Brazzaville, puis, au lendemain du match, tu rentres pour observer une période d'isolement avant de reprendre l'entraînement et la compétition en Bulgarie ?

G.M : Oui, c'est le scénario : faire un grand match contre cette équipe du Sénégal. Ça sera compliqué, face à une grande nation, avec des grands joueurs, mais on doit atteindre la qualification. C'est notre objectif, pour lequel le



Buteur, passeur et créateur du jeu de Beroe: Gaius Makouta a trouvé la confiance à Beroe (DR)

groupe a beaucoup travaillé depuis le début de ces éliminatoires. Ça se jouera au mental, à nous de mettre les ingrédients que sont la concentration et la détermination.

LDB : ça se jouera aussi avec le talent et les jambes. A titre personnel, tu livres ta meilleure saison professionnelle avec déjà 6 buts, 3 passes décisives et une influence constante sur le jeu de ton

équipe.

G.M : Oui, je suis en jambes. J'ai toujours eu un style de jeu offensif, avec des prises de risques. Grâce au staff de Beroe, j'ai trouvé la confiance nécessaire pour exprimer mon potentiel.

LDB : Depuis tes débuts avec le Congo, en 2019, tu n'as pas encore côtoyé Thievy Bifouma. Le public congolais rêve de votre association, qui devrait enfin avoir lieu. Tu as déjà pensé au duo technique que vous pourriez former ?

G.M : Quand des joueurs parlent le même football, ça peut créer rapidement des connivences sur le terrain, donc ça ne peut être qu'un plus. Moi, tous les joueurs qui peuvent aider le groupe, tirer l'équipe vers le haut, je suis preneur. Je sais ce que Thievy représente pour le Congo, pour les supporters des Diables rouges. Ça fait longtemps que j'attends qu'il arrive pour qu'on puisse évoluer ensemble. Ça m'excite à l'idée qu'on puisse faire de grandes choses avec Thievy.

Camille Delourme